

Déclaration Contre CDEN du jeudi 14 juin 2018

La carte scolaire sarthoise est cette année plus que jamais une équation insoluble. Mettre en place le dédoublement CP/CE1 en REP et REP+ et tenir l'engagement du Président de ne fermer aucune classe rurale sans moyen dédié relève du défi dans un département rural comme la Sarthe disposant qui plus est d'un fort réseau d'éducation prioritaire.

Ainsi pour arriver à l'équilibre, des écoles ferment alors que les effectifs sont supérieurs à ceux attendus, d'autres n'ouvrent pas. La grille départementale des seuils ne semble plus la référence et paraît s'appliquer à géométrie variable. Aucun élément apporté en Comité Technique ne semble pouvoir être entendu par l'administration. Le dialogue social est pourtant, pour nous, indispensable sur la question de la répartition des moyens.

L'autre variable d'ajustement est celle des moyens de remplacement puisqu'encore une fois aucun poste de remplaçants ne sera créé : impact évidemment sur le non remplacement des personnels pour congé ordinaire ou maladie mais impact aussi sur la formation des enseignants qui ne peut être programmée. Là encore, la gestion de la pénurie fragilise le quotidien des écoles, des élèves, des parents d'élèves et des enseignants.

Si nous sommes favorables aux moyens supplémentaires accordés à l'éducation prioritaire, il ne faut pas oublier que la grande majorité des situations scolaires fragiles se trouvent hors éducation prioritaire. Le dispositif « Plus de Maître que de classe » aurait ainsi pu être développé sur l'ensemble du département. Pour le Sgen-CFDT et le SE-Unsa, il faut faire confiance aux équipes enseignantes sur le terrain en leur donnant les moyens de mettre en œuvre des projets pédagogiques au service de la réussite de tous leurs élèves.

Le changement de cap permanent dans l'Education nationale est une réelle problématique. Ainsi on détricote sans cesse, au mépris du travail entrepris dans les écoles par des enseignants motivés, des dispositifs avant même qu'ils ne soient évalués. C'est l'environnement des élèves auxquels on prétend apporter attention qui se trouve ainsi fragilisé. Pour le bien-être des élèves, nous dénonçons les effectifs trop chargés en maternelle, une inclusion scolaire de tous les enfants à besoins particuliers avec si peu de moyens dans de nombreuses situations. Dans l'intérêt des élèves et des personnels, nous dénonçons l'absence de stages de formation qui permettrait de réelles innovations pédagogiques, une charge de travail trop lourde pour la direction, le manque de confiance et le peu d'autonomie laissées aux équipes enseignantes pour s'adapter ou innover.

Pour le Sgen-CFDT et le SE-Unsa, il est nécessaire d'inscrire la politique éducative dans le long terme et ainsi décrocher le temps de l'école du temps politique. Il est de la responsabilité de l'Etat de n'oublier personne.